



ACCORD **D'UN PERMIS DE CONSTRUIRE** **COMPRENANT OU NON DES** **DEMOLITIONS**

**Dossier enregistré en mairie et réputé complet le 17/09/2025
sous la référence PC 05926525Z0006**

Arrêté GOM265-UR-2025-160 délivré par le Maire au nom de la commune

Caractéristiques de la demande

Demandeur :

**M. Laurent TAISNE représentant la société de SCI DE
LA GARE**

Deumeurant à :

18 RUE DU PROFOND SENS - 59570 BEAURAIN

Objet de la demande :

Extension hangar existant 64 m2

Sur un terrain sis à :

2 cour de la Gare - 59144 Gommegnies

Cadastré : **B 1013, B 1254**

Benoît GUIOST, Maire de Gommegnies,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu l'avis de dépôt de la demande de permis de construire affiché en date du 17/09/2025

Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvé le 29/01/2020, modifié les 24/11/2021, 22/06/2022 et 15/12/2022, 22/06/2023, 13/12/2023 et 10/01/2025,

Vu la demande de permis de construire susvisée,

Vu l'avis des services d'Enedis ci-joint,

Vu l'avis des services de Noréade ci-joint,

Vu l'avis des services du SDIS ci-joint,

Considérant que les terrains susvisés sont situés en zone UE du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal et l'application de son règlement,

Considérant que le projet intéresse la construction d'une extension du hangar existant de 64 m², implantée entre deux bâtiments existants et de hauteur inférieure, constituée :

- D'une ossature métallique,
- De bardage type bac acier de couleur noire,
- De rives aluminium laqué noir,
- De descentes d'eaux pluviales en zinc noir,
- D'une porte sectionnelle en aluminium équipée d'éléments vitrés,

Considérant que le projet nécessite le déplacement d'un poteau électrique,

Considérant que le projet, conformément aux pièces jointes à la demande d'autorisation, appelle des prescriptions au titre des services du SDIS et d'Enedis,

Considérant le résultat de l'instruction de la demande susvisée par le service ADS de la Communauté de Communes du Pays de Mormal ;

ARRÊTE

Article 1 :

L'autorisation faisant l'objet de la demande susvisée est accordée sous réserve du respect des articles suivants.

Article 2 :

Le pétitionnaire prendra contact avec le service prévision territorialisé n°4, situé 128 rue de l'Industrie 59264 ONNAING (03.27.09.94.54), afin de permettre le recensement ou la mise à jour du recensement du risque par le SDIS à l'achèvement des travaux ;

Article 3 :

Le pétitionnaire se rapprochera des services d'Enedis pour déterminer les solutions techniques et financières à mettre en œuvre pour le déplacement du poteau électrique.

Article 4 :

Il est recommandé au pétitionnaire de privilégier la récupération des eaux pluviales ou la gestion de ces dernières à la parcelle par infiltration dans le sous-sol sans préjudice pour les parcelles voisines.

Article 5 :

Votre projet est soumis au versement de la taxe d'aménagement, part communale et départementale

Le montant prévisible des taxes est de :

Taux de la Taxe d'Aménagement Communale : 5% Taux de la Taxe d'aménagement Départementale : 1.45%

Fait à Gommegnies,
le mardi 16 décembre 2025
Le Maire,



Benoît GUIOST

Arrêté affiché en mairie à la date de délivrance
Pour une durée de 2 mois

CONDITIONS DANS LESQUELLES LA PRÉSENTE AUTORISATION DEVIENT EXÉCUTOIRE

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - À LIRE ATTENTIVEMENT

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE: les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

DURÉE DE VALIDITÉ : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée deux fois un an, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

DROITS DES TIERS : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.